L'Orient - Le Jour

Lundi 04 mars 2019

Philippe HAGE BOUTROS

La dette en devises du Liban inquiète Standard & Poor's

Standard & Poor's a annoncé vendredi soir sa décision de maintenir la note souveraine du Liban à « B- », tout en dégradant la perspective du pays de « stable » à « négative ».L'agence de notation financière américaine, l'une des trois principales dans le monde en termes de parts de marché avec Moody's et Fitch, était jusque-là la seule à ne pas avoir révisé son évaluation de la solvabilité du pays depuis le début du blocage du processus de formation du gouvernement de mai 2018 à janvier dernier. Une paralysie institutionnelle qui a retardé le lancement des réformes que le pays s'était engagé à mettre en œuvre lors de la conférence de Paris en avril de l'année dernière, poussant Moody's (« Caa1 », « stable ») et Fitch (« B- », « négative ») à revoir leurs diagnostics respectifs à la baisse.S&P estime que la formation du gouvernement Hariri III « devrait améliorer la confiance des investisseurs », permettant ainsi à l'État d'assurer ses besoins de financement pour 2019. L'agence met toutefois en garde contre le risque que les dirigeants libanais ne soient pas capables de lancer les réformes attendues pour réduire le déficit public, relancer l'activité économique ou encore réformer le secteur de l'électricité. Si ce dernier scénario se confirme, « le flux des dépôts des non-résidents pourrait ralentir et les réserves en devise du pays continueraient de baisser », amenuisant au passage « la capacité du Liban à honorer le service de sa dette en devises », prévient encore l'agence.

Baisse des réserves

La dette publique brute a atteint 85,1 milliards de dollars fin 2018 (+7 % en glissement annuel). La dette en devise représente 39,4 % de ce total, soit 33,5 milliards de dollars, en hausse de pas moins de 10,2 % par rapport à fin 2017. S&P estime que le ratio dette brute/PIB devrait atteindre 149,3 % en 2019 (contre 143,1 en 2018). « Le ratio dette nette (la dette brute moins les actifs financiers de l'État) sur PIB est à 133 %, le troisième plus élevé des pays notés par S&P, derrière le Venezuela et la Grèce », prévient l'agence.Autre motif d'inquiétude et facteur d'urgence évoqué par l'agence, le déficit public qui a augmenté de 124 % à fin septembre pour atteindre 4,5 milliards de dollars, selon les derniers chiffres du ministère des Finances. Une hausse principalement liée à l'écart entre le coût estimé du relèvement de la grille des salaires et des traitements de la fonction publique avant son vote en 2017 et son coût effectif, à une augmentation importante du nombre de départs à la retraite en 2018 (encouragée par ce relèvement), mais aussi à des recrutements illégaux dans la fonction publique depuis un an et demi environ. En outre, les transferts du Trésor à Électricité du Liban (EDL), un des plus importants postes de dépenses publiques avec le service de la dette et les rémunérations de la fonction publique, ont augmenté de 37,9 % en glissement annuel sur les neuf premiers mois de 2018 pour atteindre 1,23 milliard de dollars fin septembre. Ces transferts financent les subventions au secteur, que le gouvernement s'est engagé à progressivement supprimer. Enfin, la faible croissance économique (0,5 % en 2018 et 1,2 % attendu en 2019, selon les estimations de S&P) fait également partie des facteurs qui mettent l'État libanais dos au mur.S&P assure enfin qu'elle ne révisera la perspective du pays à moyen terme que si le gouvernement prend ces chantiers à bras-le-corps. L'agence alerte en outre sur le danger qui pèse pour la stabilité de la livre libanaise – qui est arrimée au dollar depuis 1997 – si les réserves en devise de la Banque du

Liban (BDL) continuent de baisser. Les avoirs en devise de la BDL ont atteint 38,88 milliards de dollars à fin février, en baisse de 10,33 % par rapport à leur niveau il y a un an, selon les chiffres de la banque centrale, rapportés par le dernier Weekly Market Watch du Crédit libanais.La révision de S&P, qui n'avait plus modifié l'évaluation de la dette souveraine libanaise depuis 2016, intervient alors que le gouvernement a approuvé jeudi une nouvelle émission d'eurobonds (titres de dette en devise), dont le montant et le calendrier n'ont pas encore été rendus publics. La formation du gouvernement en janvier a permis de stabiliser les cours des eurobonds, notamment ceux arrivant à échéance en 2019, signe que les investisseurs estiment que le risque que l'État se retrouve en situation de défaut de paiement en 2019 est a priori écarté. Les dirigeants libanais ont parallèlement tenté d'inciter certains pays « amis » à investir dans la dette publique.